

Le Conseil d'État ne veut plus rien entendre

Surdité aux revendications du personnel ou désir de décider sans entrave de l'avenir du canton? Une chose est sûre, le Conseil d'état n'écoute plus les revendications et les prises de position du personnel.

On pourra bientôt dresser un inventaire à la Prévert du nombre de fois où le Conseil d'état, récemment, a décidé de se passer de l'avis du personnel. Le dernier fait en date concerne la Caisse de prévoyance.

Dans le cadre de la modification de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'état concernant le système d'élection des membres du comité, la FEDE a pris position pour signifier son désaccord de fond et pour faire des propositions d'amélioration. Mais le Conseil d'état n'a rien retenu des propositions et a décidé d'aller de l'avant, en transmettant son projet au Grand Conseil.

Ne pas être écoute comme partenaire social est bien sûr agaçant, mais ne pas être entendu comme cogestionnaire de la Caisse de prévoyance est tout simplement inacceptable. Il faut aussi noter que, dans ce dossier, le Conseil d'état est resté sourd au désaccord du Parti socialiste, du Centre Gauche-PCS et du SSP.

En général, avec un cogestionnaire, on négocie. Mais, une fois de plus, le gouvernement veut passer en force. Alors, nous reposons la question: surdité aux revendications du personnel ou désir de décider sans entrave?

Peut-être que le partenariat social a simplement disparu du lexique du Conseil

d'état depuis le début de la législation. Et nous soupçonnons que ce n'est pas pour faire violence au personnel, mais plus certainement parce qu'il paraît plus facile au gouvernement d'agir sans prendre en considération les avis contraires. Plus rapide, plus efficace, semble penser le Conseil d' tat. Délétère, pense-t-on du côté des associations de personnel. Le Conseil d'état agit comme s'il pouvait se passer de l'avis de son personnel.

Nous n'avons pas non plus été entendus sur la campagne de communication absurde mettant en scène une vache dans les bureaux de l'administration – et nous tenons à préciser ici que nous n'avons jamais, contrairement à ce que laisse entendre la cheffe du SPO dans l'interview de *La Liberté*, cautionné ou soutenu cette campagne; les cantonniers ne sont pas entendus dans leurs revendications; dans le dossier des primes au mérite, le Conseil d'état persiste alors même que les associations ont manifesté leur désaccord, que l'Université refuse simplement de les appliquer, que l'HFR les juge inadaptées et que le Service de pont et chaussées, ne sachant qu'en faire, à décider de procéder par tirage au sort.

Le Conseil d'état prend beaucoup de décisions qui divisent et provoquent une perte de confiance au sein des partenaires et du personnel – c'est criant dans le dossier des primes au mérite – alors qu'il a fait de la cohésion sociale l'un des axes stratégiques de son programme gouvernemental. Le Conseil d'état s'est empressé de l giferer pour introduire le système des primes. A l'inverse on ne voit rien venir concernant la mise en place et la protection des « whistleblower » qui signaleraient des dysfonctionnements constatés dans l'exercice de leur fonction. Rien de concret non plus pour améliorer

l'organisation de la santé et sécurité alors même qu'une ordonnance fixait un délai à fin 2017 pour améliorer la coordination des deux commissions en charge de la protection de la santé du personnel.

Il y a d'ailleurs un vrai paradoxe dans cette situation. Le développement durable apparaît page après page dans le Programme gouvernemental. «Pour se projeter dans le monde de demain, peut-on lire, le Conseil d'État construit son action sur les trois piliers fondamentaux du développement durable que sont l'économie, le social et l'environnement. Déclinés à la mode fribourgeoise, ces trois piliers forment les axes stratégiques de la législature.»

Dans ce programme, le Conseil d'État fait aussi référence aux Objectifs du développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 de l'ONU. Le 16^e de ces objectifs consiste à «Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable». Dans ses réflexions, le Conseil d'État semble avoir oublié de lire l'article 16.7: «Faire en sorte que le

dynamisme, l'ouverture, **la participation et la représentation à tous les niveaux** caractérisent la prise de décisions.»

Refuser le partenariat social, c'est, de fait, s'opposer à toute vision de développement durable... pour retourner à grand pas dans l'ambiance politique des années 60.

Un personnel heureux est certainement un personnel entendu, plutôt qu'un personnel dont une partie reçoit une prime en fin d'année sans que l'on sache vraiment pourquoi et comment.

Il est temps pour le personnel de s'interroger: veut-il vraiment se contenter de la qualité d'écoute que lui offre actuellement son employeur?